

Gusztáv D. Kecskés

*Les relations entre la France et l'Europe centrale et orientale des années 1860 à nos jours*<sup>1</sup>

Le syndrome „*Trianon*” est toujours vivant dans la mentalité de beaucoup de Hongrois: le rôle joué par la France dans les arrangements territoriaux en Europe centrale et orientale après la Première Guerre mondiale génère en effet encore de nos jours bien des ressentiments. Il semble donc important de réfléchir au problème suivant: comment caractériser l'attitude de la France à l'égard de cette région d'Europe au cours des cent cinquante dernières années? La Hongrie qui, pour un courant très influent du Quai d'Orsay, incarnait après 1918 l'ennemi principal en Europe du Centre-Est, est, de nos jours, l'un des alliés les plus importants – sinon le plus important – de la France en Europe centrale et orientale, un véritable „*partenaire stratégique*”. Les rapports entre les pays de la région et cette grande puissance ont alimenté un très grand nombre d'idées reçues. Y avait-il effectivement une hostilité „*viscérale*” des décideurs français vis-à-vis des Hongrois et une amitié française tout autant „*viscérale*” envers les Roumains, les Tchèques et les Yougoslaves? Une thèse classique soulignait que l'émotion était un facteur important, voire décisif dans le processus de prise de décision propre à la politique étrangère.

Aucun ouvrage de synthèse n'existe sur l'ensemble de cette question. S'il est possible de s'appuyer sur une abondante littérature pour les années de l'Entre-deux-guerres, pour la période de la Seconde Guerre mondiale, le nombre d'études est très réduit. En ce qui concerne la guerre froide, il faut se reporter à des sources primaires: documents diplomatiques français et hongrois (Archives du Ministère des Affaires étrangères à Paris, Fondation Jean Jaurès, Archives nationales hongroises), papiers jadis secrets du Secrétariat international de l'OTAN mais aussi entretiens avec d'anciens diplomates et personnalités politiques tant Français que Hongrois. Pour ce qui est des années 1990 et 2000 – mais aussi des perspectives futures – la presse, des bases de données accessibles sur Internet et des entretiens avec les responsables des ministères des Affaires étrangères se sont révélés particulièrement utiles.

---

<sup>1</sup> Cette étude reprend les conclusions relatives à la France d'un projet de recherche de l'Union Européenne, géré par le Ministère de l'Éducation hongrois, sur l'Europe du Centre-Est et des grandes puissances au 20<sup>e</sup> siècle (dirigé par László BORHI). Le volume abondant le cas français a été publié. Voir Gusztáv D. KECSKES: *Franciaország Kelet- Közép-Európa politikája 1918-tól napjainkig* (La politique étrangère de la France envers l'Europe du Centre-Est de 1918 à nos jours), projet OM NKFP 5/020/2001, 213p. Grotius. A Budapesti Corvinus Egyetem Nemzetközi Tanulmányok Intézetének Tudományos Folyóirata (Grotius. Revue scientifique de l'Institut d'études internationales de l'Université Corvinus de Budapest): <http://www.grotius.hu>. Je me réfère à la bibliographie de cet ouvrage: 197-213.

Dans la période couverte par notre étude – comme depuis le début de l'époque moderne –, la place de l'Europe centrale et orientale a toujours été déterminée dans les principes de la politique étrangère française par des facteurs extérieurs à cette région. Les défis adressés à la France sur le plan de sa sécurité nationale, en particulier par l'Allemagne et l'Union soviétique, en constituent les ressorts tandis que le système des relations internationales – influencent la situation internationale du pays – en trace les cadres.

En conséquence, de la paix de Francfort de 1871 jusqu'en 1944, les Français s'efforcèrent de répondre à la menace que représentait pour eux l'Allemagne. Jusqu'à l'automne 1917, l'alliance avec la Russie, conclue en 1893, se révéla efficace pour conjurer ce péril: l'empire russe paraissait un partenaire fiable et une authentique grande puissance militaire. À cette époque, l'Europe du Centre-Est intéressait la France d'un point de vue scientifique. Si les slavistes Louis Léger et Ernest Denis proposèrent de renforcer les liens avec les peuples slaves de la région, les mouvements d'indépendance de ces derniers ne reçurent aucun soutien officiel français. Néanmoins, il faut noter que ces mêmes savants commencèrent à s'intéresser à cette partie de l'Europe à partir de 1870-1871, soit à l'époque de la défaite de la France face aux Prussiens. Pendant la Première Guerre mondiale – mais surtout après la révolution bolchevique de 1917-18 qui fit sortir la Russie du „concert européen” – les décideurs français cherchèrent à la remplacer par de nouveaux alliés à l'est de l'Allemagne. Plus tard, ces peuples servirent comme troupe de renfort contre les bolcheviques puis comme „cordon sanitaire” pour isoler la Russie soviétique. Les nouveaux „pays amis”, créés ou renforcés avec l'aide de la France par les traités de paix à la fin de la „Grande Guerre”, soit la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie, ne remplirent pas le rôle souhaité par la politique française. Ils ne le pouvaient pas en raison de graves conflits entre eux (par exemple l'antagonisme polono-tchèque à propos de Teschen) et de la faiblesse de leur potentiel économique et militaire. La faillite de cette conception, perceptible à partir du début des années 1930, devint encore plus évidente avec l'expansion de l'Allemagne nazie en Europe du Centre-Est. La défaite militaire de la France en 1940 peut en être considérée comme une preuve tangible. Néanmoins, les relations entre la France et l'Europe centrale et orientale ont été particulièrement intenses pendant l'Entre-deux-guerres. Bien que les événements militaires de la Seconde Guerre mondiale aient rompu les liens entre eux, à l'exception de quelques cas isolés comme entre la France et la Hongrie, on peut constater entre 1945 et 1947 une prospérité éphémère de ces relations. Les rapports bilatéraux avec la France, détériorés volontairement par les „Démocraties Populaires” à partir de 1947 suite à la soviétisation de la région, furent normalisées en deux vagues: en 1953-1955, à l'initiative – et avec force – de la part du bloc soviétique puis, grâce aux démarches de la politique étrangère française du général de Gaulle, dans la première moitié des années 1960. Néanmoins, dans la plupart des pays d'Europe centrale et

orientale et en particulier en Hongrie, les cadres établis à cette époque ne furent remplis de contenu qu'après l'effondrement des régimes communistes dans les années 1990.

En dépit des apparences, la France n'a jamais eu de rapports vraiment étroits, profonds et structurés avec l'Europe du Centre-Est. Les aspects les plus vigoureux et les plus durables de ces relations sont perceptibles sur le plan culturel. Le „*rayonnement culturel*” de la France jouit toujours d'une grande considération en Europe centrale et orientale, dans des milieux beaucoup plus larges que les seuls intellectuels francophones (voir l'énorme succès de l'exposition *Monet et ses amis* au Musée des Beaux-arts à Budapest en 2003-2004). Les liens économiques et politiques sont bien plus sporadiques. Ensemble de petits pays, très divisés entre eux, et/ou dominés par une autre grande puissance – l'Allemagne nazi puis l'URSS – l'Europe du Centre-Est ne put jamais jouer un rôle essentiel dans la résolution des problèmes jusqu'à la chute de l'Union soviétique, surtout en matière de défense nationale de la France. Les alliances conclues dans les années 1920-1930 avec certains États de la région reposaient sur une illusion: d'un côté, la Pologne et les pays de la Petite Entente n'étaient pas des alliés efficaces contre l'Allemagne; de l'autre, la France n'avait pas assez de forces économiques et militaires pour contrôler la région. Un phénomène comparable se retrouve du temps de la présidence du général de Gaulle: pour des raisons politiques, Paris essaya alors d'établir des relations plus étroites avec les pays de la région mais ses efforts n'aboutirent pas à l'établissement de rapports véritablement profonds et durables. En revanche, l'Allemagne (ou selon la période, la République fédérale d'Allemagne) s'étant remise des défaites subies lors de la Première et la Seconde Guerre mondiale et profitant d'un contexte international favorable – donc de 1925, puis de 1933 avec un élan accéléré, ainsi qu'à partir de la fin des années 1960 – marcha sur les pas de la France, mais d'une manière beaucoup plus méthodique et durable, et parvint à prendre pied en Europe du Centre-Est, en faisant reculer les Français.

Compte tenu des données économiques et d'une structure politique particulière liée à l'existence de petits États, l'Europe du Centre-Est n'a jamais été un partenaire idéal pour la France. C'est pourquoi, dans les périodes où la sécurité de cette dernière n'était pas menacée par l'Allemagne ou bien lorsque le danger lui paraissait contrebalancé par l'alliance russe ou par les relations avec l'Union soviétique, la politique étrangère française ne s'intéressa guère à cette région. L'intérêt de l'élite française s'accrut par temps de menace allemande – réelle ou supposée –, donc après 1870-1871 en rapport avec l'activité des slavistes, à partir de l'automne 1917 à la suite de la faillite de l'allié russe et en 1989-1990 au moment de la réunification allemande. (NB: il avait mis l'imparfait dans les phrases précédentes). Dans les trois cas, la France recherchait des alliés à l'est de l'Allemagne. Quand les décideurs français estimaient le danger faible, ils ne se manifestaient pas. Cette passivité est

perceptible dans la période de l'Ostpolitik de Willy Brandt, à la fin des années 1960 car même si cette stratégie de consolidation des relations avec le bloc soviétique était mal vue à Paris, la diplomatie française ne s'y opposa pas énergiquement.

Les changements fondamentaux de conception de la politique de la France à l'égard de l'Europe centrale et orientale sont liés – outre les enjeux liés à sa sécurité nationale – aux trois grandes étapes de l'histoire des relations internationales du 20<sup>e</sup> siècle. En 1917-1918, la chute de la Russie rompit l'équilibre des grandes puissances européennes tandis que la France cessa d'être une véritable grande puissance: l'Europe du Centre-Est fut, en apparence du moins, réévaluée à ses yeux. De 1945-1947 à 1989-1990, dans les cadres du statu quo européen issu de la Seconde Guerre mondiale et du système bipolaire dominé par les États-Unis et l'URSS, la France, devenue une puissance moyenne face aux superpuissances, se coupa de cette région; elle ne pouvait en effet influencer sur l'évolution des „pays satellites” que dans une très faible mesure. Compte tenu de la présence militaire soviétique, Paris ne se décida à agir de manière plus résolue qu'au moment de la décomposition du bloc soviétique. Après 1990 et la fin de la guerre froide, les relations entre la France et l'Europe centrale et orientale eurent pour cadre la perspective de l'intégration européenne des ex-démocraties populaires.

Pour ce qui est de la politique des pays de la région vis-à-vis de la France, leur attitude fut déterminée – outre les variations du contexte international qui viennent d'être esquissées – par l'appréciation des élites de l'Europe du Centre-Est quant à la possibilité de la France d'épauler leurs objectifs nationaux. En conséquence, dans l'Entre-deux-guerres et surtout juste après la fin de la Première Guerre mondiale, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie attachaient une assez grande importance à leurs rapports avec la France. À partir de 1945-1947, la France perdit son crédit aux yeux des gouvernements soviétisés de la région. Toutefois, avec l'émergence de la détente et, en particulier, à partir de la première moitié des années 1960, Paris focalisa plus leur l'attention que les autres capitales des pays occidentaux. La domination totale des États-Unis résultant de l'affaiblissement puis de la dissolution de l'Union soviétique en 1991 relativisa grandement la place de Paris dans la stratégie nationale des États de l'Europe centrale et orientale, ce malgré la forte attraction exercée par l'intégration européenne.

On peut donc affirmer que, à l'inverse des clichés si souvent évoqués encore de nos jours, les relations entre la France et les pays de l'Europe centrale et orientale ne sont guère déterminées par la tradition mais par des motifs purement politico-stratégiques. La tradition allait dans le sens d'une subordination à la France et ce presque tout au long de la période examinée. Dans l'Entre-deux-guerres, les Français utilisaient une rhétorique s'y référant pour qualifier leurs rapports avec les États de „la Petite Entente” et avec la Pologne. Ce n'était pourtant ni le mobile des démarches du gouvernement

français, ni celui de ses partenaires de l'Europe du Centre-Est: tradition et poids des émotions ne servaient qu'à camoufler des intentions cachées. Il semble que la présidence de De Gaulle soit l'unique période où l'approche affective joua un rôle significatif: au moment où Pologne et Roumanie deviennent des priorités pour le général, les liens traditionnels comptent beaucoup. Cependant, avec la transformation de la politique étrangère française à l'égard de l'Europe de Centre-Est, à partir du début des années 1980 – moment de l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand – et jusqu'au milieu des années 1990 où son caractère de plus en plus pragmatique s'est affirmé, l'influence des facteurs affectifs a presque totalement disparu.

Du point de vue de l'avenir des rapports entre la France et l'Europe centrale et orientale, aucun changement essentiel ne paraît à l'ordre du jour. Du côté français, il n'y a, pour le moment, aucun problème majeur, en particulier sur le plan de la sécurité nationale, dont la résolution passerait, pour Paris, par une nécessaire assistance des pays de cette région. Même si ces États peuvent contribuer à la réalisation des objectifs français au sein de l'Union Européenne, leur poids économique, politique et démographique ne leur permet pas d'être des partenaires aussi significatifs que l'Allemagne. Il est probable que la diplomatie française continuera à favoriser les pays qui ont des buts similaires aux siens et qui, en conséquence, sont prêts à collaborer elle. Il est tout aussi vraisemblable que les responsables français offriront à la Hongrie, pays considéré à leurs yeux comme un partenaire appréciable car stable et loyal, de resserrer davantage ses liens avec leur pays. Par ailleurs, on peut également penser que les pays qui ne sont pas capables – à cause de l'insuffisance de leur développement – ou ne sont pas prêts, en raison de l'orientation de leur politique étrangère, à soutenir la France, perdront probablement encore plus d'importance pour Paris. On peut escompter sans doute aussi que les liens traditionnels continueront à s'affaiblir. Face aux défis touchant directement la France – comme les démarches américaines dans différentes parties du monde (voir l'Irak) qui lui paraissent souvent unilatérales et incontrôlables au niveau international, comme le terrorisme international ou la compétitivité de l'Union Européenne par rapport aux États-Unis et à la Chine – les pays de l'Europe du Centre-Est ne peuvent contribuer au succès français que dans une très faible mesure. Il est prévisible que les états de la région apprécieront toujours la France en fonction de son aptitude à contribuer à l'exécution de leurs propres objectifs. On peut également penser que la croissance continue de l'influence des États-Unis en Europe centrale et orientale, accompagnée de la perte constante du poids de la France sur le plan international, ne cesseront d'accroître l'orientation pro-américaine de certains gouvernements. Dans cette perspective, une politique étrangère hongroise s'efforçant de préserver l'équilibre entre les relations européennes et transatlantiques n'aura sans doute que plus de valeur pour la diplomatie française.